

LE MARDI 2 DÉCEMBRE, FAISONS ENTENDRE LA COLÈRE SOCIALE.



Le budget d'austérité du gouvernement Lecornu accélère la casse sociale. Ce week-end, le Sénat a franchi une étape supplémentaire en adoptant un amendement allongeant la durée de travail : 12 heures par an, soit environ 15 minutes par semaine. Une attaque frontale contre le temps de travail, qui traduit pleinement la stratégie du gouvernement : imposer aux salariés de travailler plus et plus longtemps.

Dans la droite lignée de cette mesure, la nouvelle « conférence sociale » qui s'ouvre n'a qu'un but : faire avaliser par les « partenaires sociaux » un projet de régression sociale déjà écrit d'avance.

Cette mesure sur le temps de travail s'ajoute à la longue liste des mesures régressives du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), parmi lesquelles : le gel des prestations sociales et des pensions de retraite, ou la « contribution exceptionnelle » des complémentaires santé au remboursement de la dette de la Sécurité sociale... Avec toujours la même logique : austérité pour le monde du travail, cadeaux fiscaux pour les entreprises et les plus riches.

La retraite reste, quant à elle, plus que jamais au cœur de leur offensive. Derrière la duperie d'une « suspension » fantôme de la réforme de 2023, retoquée par le Sénat, le gouvernement veut aller plus loin dans la destruction de notre système solidaire. Son objectif est simple : remplacer notre système de retraite à prestations définies, par répartition et solidaire de la Sécurité sociale par un système de retraite à cotisations définies (c'est-à-dire à points) qui baissera mécaniquement le niveau des pensions et repoussera l'âge de départ à la retraite, tout en imposant une capitalisation obligatoire en complément.

Le gouvernement Lecornu est prêt à tout, agitant même l'épouvantail de la guerre, afin d'accélérer ses mesures brutales et antisociales contre les salariés, les retraités et les plus précaires tout en protégeant et en engraisant les plus riches. Cela doit cesser !

Nous devons stopper ce gouvernement et imposer un autre choix : celui de la paix, de la justice sociale et d'une autre répartition des richesses.

La régression sociale n'est pas une fatalité. Organisons-nous, combattons-la par la grève et la mobilisation.

Toutes et tous dans la rue le 2 décembre pour imposer nos revendications :

- L'augmentation des salaires, des pensions et de l'emploi
- La fin des exonérations de cotisations sociales
- L'abrogation de la réforme des retraites de 2023
- La retraite à 60 ans avec 37.5 annuités et une pension calculée sur les 10 meilleures années
- Le rejet de tout système de retraite à points ou à cotisations définies
- La suppression des Projets de loi de financement de la Sécurité sociale
- La mise en application immédiate de notre projet du 100% Sécu, exclusivement financé par la cotisation sociale.

Le 2 décembre correspond aussi à un appel pour les libertés syndicales et contre la répression des Camarades de la CGT. À ce titre, la FNPOS CGT appelle l'ensemble de ses syndicats dans la région Hauts-de-France de se joindre à l'appel de la CGT du Nord à 9h devant la cour d'appel de Douai en solidarité avec Jean Paul Delescaut, Secrétaire Général de l'UD CGT 59 et partout où nos Camarades CGT se retrouvent dans les tribunaux!

**QUAND ON TOUCHE À L'UN DES NÔTRES,
C'EST TOUTE LA CGT QUI EST ATTAQUÉE !**

**TOUTES ET TOUS DANS LA RUE
LE MARDI 2 DÉCEMBRE !**